



SETCa

BOTTER EN TOUCHE : ÇA SUFFIT !



Depuis le début de la crise sanitaire le Front Commun Syndical a tenté d'imposer, à tous les niveaux, la prise en compte des graves difficultés vécues par les travailleurs sur le terrain.

Pour cela, nous avons défendu la nécessité d'une concertation sociale de qualité, afin de déterminer les meilleures conditions de travail pour chacun (cadre identique en termes de priorisation, maintien du salaire, ...).

Une première gifle politique

Dès les premiers jours de la crise sanitaire, alors que la seule priorité des acteurs de terrain aurait dû être la protection des travailleurs, les fédérations patronales ont fait cavalier seul et ont présenté une note au Cabinet Morreale. Elles y abordaient plusieurs pistes d'utilisation d'enveloppes budgétaires pour compenser la baisse de l'activité des SAFA. Ce document orienté à 90 % sur les aspects financiers des services a été rejeté très sèchement par la Ministre.

Les Fédérations d'employeurs sont-elles les seules à savoir ?

Les patrons ont sûrement cru qu'une démarche commune portée par tous les interlocuteurs sociaux était inutile ? Qu'ils pouvaient s'asseoir sur la très grande expérience de négociation des organisations syndicales ? Cette stratégie était boiteuse et nous a fait perdre un temps précieux.

On se retrouve donc à devoir composer avec des fédérations patronales tenant des discours agressifs envers les organisations syndicales. Au point qu'elles ont même refusé de travailler sur la définition d'un cadre de priorisation de l'aide au niveau sectoriel, ouvrant la porte à des différences énormes entre services dans les prestations effectuées chez les bénéficiaires alors qu'au début de la crise les moyens de protection étaient dangereusement insuffisants.

Cette absence de cadre a permis à certaines directions d'organiser le travail avec pour seule vision le portefeuille du service.

Et les travailleurs dans tout ça ?

La crise continue et de nombreuses aides ménagères sociales, aides familiales et gardes à domicile connaissent des périodes de chômage temporaire. Il est donc essentiel de trouver des solutions pour octroyer un complément à l'allocation de chômage temporaire afin de maintenir un niveau de rémunération permettant de survivre pendant cette pandémie.

Les organisations syndicales sont déjà intervenues à de très nombreuses reprises pour revendiquer un complément afin de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs mais les fédérations patronales ne veulent pas l'entendre ni même réfléchir à la possibilité d'accorder une compensation financière. Elles mettent en avant toute une série de préalables qui nous ferait perdre des semaines.

Aucun travailleur ne peut se mettre en chômage temporaire de sa propre initiative. Cette décision relève de la responsabilité des directions de services. C'est maintenant que les travailleurs peinent à boucler leurs fins de mois. Dans 6 mois quand un monitoring complet et un audit des finances des services seront réalisés, il sera trop tard !

Des discours contradictoires...

Affirmer haut et fort que le secteur est d'utilité publique et qu'il joue un rôle essentiel pour la population est une chose importante. Les organisations syndicales ont été les premières à le dire. Mais accorder une reconnaissance financière aux travailleurs qui n'ont pas choisi de subir cette crise l'est tout autant.

Les fédérations patronales devraient avoir à cœur d'étudier sérieusement toutes les pistes pour trouver des marges budgétaires et passer outre leur frustration : **les travailleurs le méritent !**